



DREAL NORMANDIE

Pôle Evaluation Environnementale / SECLAD

1 rue Recteur Daure

CS 60040

14006 CAEN CEDEX 1

Biard, le 3 septembre 2026

Par voie électronique et LRAR

Objet : Recours administratif préalable obligatoire (RAPO) contre la décision du 27 juillet 2026 portant rejet de la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'ombrières agrivoltaïques (n° 021487/KK P)

Monsieur le Préfet,

Par décision du 27 juillet 2026, vous avez rejeté la demande d'examen au cas par cas que nous avons déposée en vue de la réalisation d'un projet d'ombrières agrivoltaïques, en considérant que ce projet relèverait de la réalisation d'une étude d'impact systématique.

Nous souhaitons exercer par la présente un RAPO contre cette décision, dès lors que le projet relève bien d'un examen au cas par cas et qu'il ne présente, au demeurant, aucune incidence négative notable, ni sur l'environnement ni sur la santé humaine, au sens des dispositions des articles L. 122-1 et R. 122-3-1 du code de l'environnement.

La décision contestée du 27 juillet 2026 indique que la demande de cas par cas ne serait pas recevable car le projet « répond aux caractéristiques de la rubrique 39 A de l'article R. 122-2 du code de l'environnement [le] soumettant à une évaluation environnementale systématique ».

Il ressort toutefois d'un échange téléphonique avec vos services que le motif de la décision de rejet ne serait pas la rubrique 39 A, mais la rubrique 39 B de la nomenclature de l'évaluation environnementale.

En toute hypothèse, aucune de ces deux rubriques ne permettant de soumettre légalement notre projet à une évaluation environnementale systématique, nous vous demandons de bien vouloir retirer votre décision de rejet, instruire notre demande d'examen au cas par cas et nous délivrer une décision de dispense d'étude d'impact au vu de l'absence d'incidence négative notable du projet.

Sur la rubrique 39 A



Aux termes de la nomenclature précitée annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, la rubrique 39 A soumet à étude d'impact systématique, dans les communes où un PLU est applicable, les « *travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m² dans un espace autre que les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme* ».

En l'occurrence, le projet, développé en partenariat avec l'exploitant agricole M. Simon Dezellus, porte sur l'installation d'ombrières agrivoltaïques au sens du code de l'énergie, sur la commune de Bouquetot, afin de protéger sa culture fourragère de l'évapotranspiration, de la grêle et des gelées tardives.

Ce projet agrivoltaïque, d'une ampleur modérée et d'une puissance limitée à 6,5 MWc, présentera une emprise au sol totale de 27 315 m² (cf. la rubrique n° 3 du formulaire cerfa de notre demande d'examen au cas par cas), correspondant :

- à l'emprise au sol projetée des trackers photovoltaïques (27 280 m²) ;
- à l'emprise au sol des locaux techniques (12,5 m² pour le PTR et 22,5 m² pour le PDL/PTR).

Loin d'atteindre le seuil de 40 000 m² d'emprise au sol, le projet est donc manifestement insusceptible de relever de la réalisation d'une étude d'impact systématique sur le fondement de la rubrique 39 A.

Sur la rubrique 39 B

La rubrique 39 B, qui soumet à étude d'impact systématique les « *opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha* », n'est pas davantage applicable au projet.

En effet, si le terrain d'assiette du projet atteint une surface clôturée de 17,3 ha, il ne s'agit en aucun cas d'une opération d'aménagement au sens de la nomenclature.

Ceci ressort :

- de la notion d'« *opération d'aménagement* », qui suppose l'urbanisation d'ensemble d'une portion de territoire, combinant sur le tissu urbain à la fois des opérations foncières (acquisition et cession d'immeubles), mais également la réalisation d'équipements d'une ampleur significative ; pour le dire autrement, cette démarche implique « *un effort d'organisation et d'agencement d'une portion de territoire* » et tient « *d'une logique d'une nature différente de celle qui préside à une opération de construction même ambitieuse* » (conclusions S. Lasvignes sous CE 28/07/1993, *Commune de Chamonix-Mont-Blanc*, n° 124099) ;
- du Guide ministériel de lecture de la nomenclature de l'évaluation environnementale, qui a été mis à jour au mois de novembre 2025 « *à la suite des travaux d'explicitation de la notion d'opération d'aménagement* », précisément pour éviter une interprétation trop extensive de cette notion, et qui confirme :
 - qu'« *une opération d'aménagement se distingue d'une opération de (...) construction en ce qu'elle implique une volonté urbanistique d'ensemble sur un périmètre prédéfini et donc un effort d'organisation et d'agencement d'une partie du territoire, par une combinaison d'activités et d'affectations diverses* » ;
 - que le faisceau d'indices permettant d'identifier une opération d'aménagement repose sur la « *modification du profil et/ou des usages d'un terrain* », l'« *effort d'organisation et d'agencement d'une portion de territoire* », la « *globalité dans la définition et l'étendue du projet en cause* » et le « *degré de complexité certaine en combinant plusieurs types d'actions* » : autant d'indices qui sont totalement absents dans le projet agrivoltaïque soumis ici ;
 - qu'« *au titre de l'évaluation environnementale, l'opération d'aménagement est définie seulement par son critère finaliste* », relatif aux « *objets auxquels répond l'aménagement* » et qui sont définis par l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme : à

savoir, « mettre en oeuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat », « organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques », « favoriser le développement des loisirs et du tourisme », « réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur », « lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux », « permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain », « sauvegarder, de restaurer ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels », « renaturer ou (...) désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser », finalités dont ne fait pas partie – et pour cause – l'implantation d'une installation agricole nécessaire à une exploitation agricole ;

- de la jurisprudence administrative la plus récente, qui confirme qu'un projet d' « ombrières agrivoltaïques », « représentant une surface de 3.73 hectares sur un terrain d'assiette de 19.67 hectares », dont « les travaux en cause consistent seulement à préparer le terrain, installer une clôture, implanter des ombrières photovoltaïques et des bâtiments techniques annexes et à relier ces installations au réseau public d'électricité », n'est pas une opération d'aménagement au sens de la rubrique 39 B de la nomenclature, dès lors que « ces travaux ne s'inscrivent pas dans un projet global, ni ne présentent un degré de complexité particulier » ; de sorte qu' « en qualifiant [le] projet d'opération d'aménagement, la préfète de la région Centre-Val-de-Loire a commis une erreur de qualification juridique » (TA ORLEANS 11 décembre 2025, société Neuillé-le-Lierre PV, n° 2501410).

Le projet d'ombrières agrivoltaïques soumis se limite donc à une opération isolée de construction, exclusivement soumise à un examen au cas par cas au titre des rubriques n° 39 A et 30, mais en aucun cas à la réalisation d'une étude d'impact systématique.

Nous vous saurions gré, dans ces conditions, de bien vouloir retirer la décision de rejet contestée, reprendre l'instruction de notre demande et nous délivrer une décision de dispense d'étude d'impact au vu des incidences négatives objectivement très réduites de notre projet : implantation sur des terres agricoles exploitées et qui continueront de l'être dans le cadre du projet, absence de zonage réglementaire environnemental, évitement des zones humides, fondations sans terrassement ni béton, réversibilité du projet, absence d'enjeux patrimoniaux ou écologiques - les seuls enjeux écologiques modérés localisés par le bureau d'études étant totalement évités et préservés dans le cadre du projet.

Nous restons à votre disposition pour toute précision complémentaire et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre haute considération.

Maxime DURANDE
 Directeur du Développement France

DocuSigned by:

 97B47B6FDF0B4CD...